

Recherches sociographiques



Marie-Paule MALOUIN, *Ma soeur, à quelle école allez-vous? Deux écoles de filles à la fin du XIXe siècle*

Nicole thivierge

Volume 27, numéro 2, 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056220ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056220ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

thivierge, N. (1986). Compte rendu de [Marie-Paule MALOUIN, *Ma soeur, à quelle école allez-vous? Deux écoles de filles à la fin du XIXe siècle*]. *Recherches sociographiques*, 27(2), 324–326. <https://doi.org/10.7202/056220ar>

Médéric Martin à Camillien Houde. Ces hommes dominent ce qui reste de vie politique, en appuyant sur le clivage ethnique un populisme qui consiste à faire état de son origine populaire, à promettre la participation de tous et à développer un grand mythe de belle intégration sociale générale. La grande bourgeoisie anglaise s'est retirée dans ses banlieues, a abandonné la politique municipale, mais elle contrôle toujours la vie économique.

Le chapitre VI est une sorte de conclusion, centrée sur le rapport entre les classes sociales et les mouvements de réforme et sur ce que l'auteur appelle les « conditions sociales d'émergence des processus de planification urbaine ». On revient donc à la question originale sur le retard de l'urbanisme à Montréal, mais sous un angle particulier, celui de la part qu'y prennent ou n'y prennent pas les classes sociales. L'hypothèse de l'importance du contexte pour expliquer la réforme se précise donc et pourrait être formulée comme suit : aux modes d'industrialisation et d'urbanisation correspondent des rapports de classes qui favorisent ou non la réforme. Ce chapitre n'apporte pas d'information nouvelle.

Comme la première, cette seconde partie de l'ouvrage nous apprend ou nous rappelle beaucoup de choses importantes. Mais elle est difficile à lire et, encore plus, à synthétiser. Je vois deux raisons à cela : d'abord, le fait que l'exposé progresse sur trois registres à la fois : la présentation des faits, la discussion des sources secondaires et la comparaison sous forme de rappels théoriques ; ensuite, la priorité que l'auteur donne à la construction d'une représentation globale de la situation, ce qui la force à affirmer beaucoup plus qu'à démontrer. On perd facilement le fil de l'argumentation et la représentation globale qui devrait résulter de l'ensemble n'est pas aussi évidente que ne le laisse espérer le sommaire des pages vii à xviii.

Malgré ses faiblesses, cette tentative de synthèse doit être lue non seulement par quiconque veut connaître la réalité montréalaise, mais tout autant par quiconque veut comprendre le Québec, car celui-ci ne peut se comprendre que si on le regarde parfois depuis Montréal.

Marc-A. LESSARD

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Marie-Paule MALOUIN, *Ma sœur, à quelle école allez-vous ? Deux écoles de filles à la fin du XIX^e siècle*, Montréal, Fides, [1985], 171p.

Présentement, l'enseignement public soulève de nombreux débats, tant sur ses coûts que sur sa qualité. Parallèlement, à travers tout le Québec, un mouvement en faveur d'écoles privées subventionnées attire de plus en plus d'adeptes. Par l'étude de l'implantation de deux écoles de filles de Montréal, à la fin du siècle dernier, l'ouvrage de Marie-Paule Malouin arrive à point pour nous permettre de retourner aux sources de l'histoire, à l'origine de la division du système d'éducation québécois.

L'intention de l'auteur est de faire ressortir comment des projets éducatifs diffèrent selon qu'ils s'adressent aux « enfants pauvres de la paroisse » ou aux « enfants dont les parents étaient mieux nantis » (p. 12). Marie-Paule Malouin désire également dévoiler le caractère spécifique de l'idéologie « féminisante » et religieuse qui est à la base de cet enseignement de filles, alors que la société québécoise est en train de subir l'une des plus profondes mutations de son histoire. En effet, la toile de fond de cet ouvrage, qui couvre la période de 1871 à 1911, est un quartier de Montréal qui évolue au rythme des transformations causées par l'industrialisation et l'urbanisation. Village fondé en 1861, Saint-Jean-Baptiste est élevé au rang de ville de banlieue en 1884, puis finalement annexé à Montréal en 1886. Sur le plan socio-économique, entre 1871 et 1881, la population du village

gravite autour d'une majorité d'artisans et d'hommes de métiers « possiblement autonomes », d'ouvriers salariés et, dans une très faible proportion, d'entrepreneurs, d'hommes de professions libérales, d'artistes et d'agriculteurs.

Dans un contexte où l'État québécois vient à peine de naître, le système d'éducation, loin d'être au centre de ses priorités, est majoritairement pris en charge par les communautés religieuses. En fondant l'Académie Marie-Rose, en 1876 — une école privée pour jeunes filles où les parents paieront pour les frais d'instruction et de pension — les Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie s'engagent également avec la commission scolaire pour prendre dans leurs classes les filles pauvres de la paroisse. En retour, elles recevront quelques subventions et le paiement d'une partie du salaire des enseignantes. Mais la part des fonds publics se révèle largement insuffisante, comme le démontre bien Marie-Paule Malouin. Les religieuses devront compter sur d'autres revenus pour boucler le budget, surtout sur les revenus de l'école privée de filles, qui se transformera officiellement en pensionnat, en 1884. On peut sans doute s'imaginer l'attitude des enseignantes vis-à-vis les étudiantes devant ce phénomène où les parents de l'école privée paient aussi une partie des frais pour l'école publique.

En fait, la division sociale des élèves selon les revenus de leurs parents sera concrétisée en 1891, lorsque les Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie ouvrent les portes de l'école « paroissiale » du Sacré-Cœur, une école publique, pour les « humbles [...] placées au dernier rang de l'échelle sociale » ou pour « les petites pauvres » racontent les *Chroniques* de 1892 et de 1893 (p. 73). Pourtant, ces élèves seront toujours les plus nombreuses, comme le révèlent les statistiques d'inscriptions aux deux écoles : un rapport moyen d'environ 75% sur 25% en faveur des élèves de l'école paroissiale pour la période de 1876 à 1912 (p. 74). Malgré cela, l'auteur démontre que, tant sur le plan des facilités physiques et des outils pédagogiques que sur celui des effectifs enseignants, le rapport en faveur de l'école privée est évident, d'où un ratio d'élèves par professeur nettement plus élevé à l'école paroissiale publique. De plus, une analyse des cursus scolaires témoigne d'une évolution différente : à chaque fois que les programmes du cycle secondaire s'allongent, l'école privée permet aux étudiantes de poursuivre leurs études à un niveau plus élevé.

Par ailleurs, on constate rapidement que les différences fondent comme neige au soleil lorsqu'il s'agit d'étudier les idéologies religieuses catholiques et les valeurs féminines traditionnelles qui fondent le contenu de l'enseignement offert aux deux genres de clientèle. Ici, l'intention des enseignantes est claire : procurer aux jeunes filles une formation générale de base afin de « bien les préparer à leur futur rôle d'épouse et de mère » ; mais toutes les connaissances acquises ne seront « qu'un accessoire et comme un appât dont elles [les Sœurs] se serviront pour faire goûter à leurs élèves la science du salut ! » (pp. 87-88). Dans le contexte d'une société québécoise profondément bouleversée, la récupération des valeurs traditionnelles par l'éducation a déjà été démontrée, mais l'auteur tente ici d'expliquer dans quelle contradiction sont plongées les religieuses enseignantes. À chaque fois qu'elles réussissent à bien éduquer et instruire les jeunes filles, à chaque fois qu'elles tentent de les mieux former intellectuellement, elles leur procurent en même temps les outils nécessaires pour combattre le cadre étroit qui leur est assigné. Les diplômées des couvents de cette fin de siècle ne seront-elles pas les suffragettes de demain ?

Ce petit livre se lit avec intérêt. S'il n'apporte pas un éclairage tout à fait nouveau dans l'histoire de l'éducation des filles, il a le mérite de confirmer des points importants de notre compréhension sur la place de l'éducation dans la reproduction des inégalités sociales fondées sur les revenus ou sur le sexe. Mais ce grand débat en histoire sociale de l'éducation est ignoré par l'auteur, à savoir si l'école est ou non un invariant dans la reproduction des inégalités. Les lecteurs pourront cependant y trouver un appui factuel important pour avancer leur réflexion.

Les nombreuses sources de la communauté religieuse des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie ont été dépouillées systématiquement et interprétées le plus souvent très rigoureusement. On regrette que les informations sur l'école publique soient moins disponibles puisque cela oblige

parfois l'auteur à généraliser. Malgré la rigueur scientifique qui sous-tend généralement cet ouvrage, Marie-Paule Malouin n'a cependant pas réussi à me convaincre que c'est l'élite du village qui envoie majoritairement ses filles à l'école privée, quand elle tente d'établir un rapport entre les origines socio-professionnelles des étudiantes de l'école privée et la stratification socio-économique du village (tableau XIX, p. 128). D'une part, les années cibles dont elle a fait une moyenne pour l'origine des élèves (1876 à 1901) impliquent une évolution très grande en termes d'industrialisation et d'urbanisation. Or, quand elle s'attache aux caractéristiques socio-professionnelles des habitants du village, elle ne prend que l'année 1884, et on sait (p. 27) que la population du village a triplé entre 1881 et 1891. On se demande quelles modifications sont survenues au village jusqu'en 1901 et quel impact ces modifications ont pu avoir sur la division des groupes sociaux.

Il demeure que cet ouvrage, basé sur une documentation solide, est un outil précieux pouvant aider la réflexion sur un grand débat contemporain qui préoccupe tous les Québécois : le retour à l'école privée subventionnée.

Nicole THIVIERGE

*Département des sciences humaines,
Université du Québec à Rimouski.*

Réal BÉLANGER, *Paul-Émile Lamarche : le pays avant le parti (1904-1918)*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1984, 439p. (« Histoire politique », 2.)

Le professeur Réal Bélanger, du Département d'histoire de l'Université Laval, publie une deuxième étude biographique consacrée à un homme politique du groupe dit des conservateurs-nationalistes, négligé des historiens jusqu'à ces dernières années. Dans sa première publication (*L'impossible défi. Albert Sévigny et les conservateurs fédéraux (1902-1918)*, Québec, PUL, 1983, 368p. « Cahiers d'histoire de l'Université Laval », 27), l'auteur analysait la carrière politique d'Albert Sévigny, dont les actions et prises de position devaient faire le symbole même de la plus exécration des voies empruntées par ce *fragment party*. Cette fois-ci, Réal Bélanger nous dépeint, à travers les grands événements socio-politiques qui ont bouleversé la scène canadienne au début du XX^e siècle, le portrait d'un homme : Paul-Émile Lamarche, député de Nicolet de 1911 à 1918, dont la carrière s'avère, jusqu'à un certain point, l'antithèse de celle de Sévigny. Si ce dernier n'avait pas hésité à renier les principes sur lesquels il avait été élu député à la Chambre des communes, le 21 septembre 1911, dans l'espoir de réaliser ses ambitions politiques, Lamarche, bien au contraire, est demeuré jusqu'à la fin fidèle à ses convictions, préférant renoncer à un avenir prometteur plutôt que de faillir à sa parole.

Paul-Émile Lamarche représente l'idéal-type du personnage politique honnête, intègre, chez qui le respect de la parole donnée offre un contraste frappant avec l'attitude plutôt habituelle des députés d'alors. Car, pour bien mesurer dans toute son ampleur la nature de son action et ce qu'il lui en a coûté de faire preuve d'un esprit d'indépendance face à son propre parti, il faut se rappeler qu'à cette époque, le système politique canadien était toujours sous l'emprise d'un bipartisme inflexible. Quiconque songeait à une carrière parlementaire devait se joindre soit au Parti libéral ou au Parti conservateur, sacrifier souventes fois ses propres convictions, faire preuve d'un loyalisme et d'une soumission presque aveugles à son parti, s'il ne voulait pas être confiné à la marginalité, et ainsi perdre le patronage et l'argent pour sa circonscription, indispensables à sa réélection. Ce bipartisme rigide est responsable, en partie, de l'échec du mouvement conservateur-nationaliste, dont l'un des objectifs était de briser le monopole des Libéraux de Wilfrid Laurier sur le Québec, en défendant l'autonomie du Canada vis-à-vis l'Empire britannique. Cependant, des dix-sept candidats élus sous la bannière conservatrice-nationaliste en 1911, seul Lamarche est demeuré absolument